



Déclaration FORCE OUVRIÈRE au Comité Technique Ministériel du 19 juin 2014

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,
Camarades,

Si nous n'avions pas été confrontés aux attermolements sur le sujet de l'égalité professionnelle lors du [précédent Comité technique ministériel](#), l'ordre du jour de celui d'aujourd'hui eût été bien pauvre et de nature quasi-strictement ... formelle !

En effet, hormis les questions diverses, nous n'aurions eu à procéder qu'à l'approbation d'une série de procès-verbaux de séances datant de l'époque du gouvernement Ayrault et à nous prononcer sur des projets d'arrêtés qu'imposent *ne varietur* les lois et décrets consécutifs à la « *Rénovation du dialogue social* » du gouvernement Fillon...

Et quelle « rénovation » lorsque l'on voit dans le même temps les conflits sociaux, comme celui à la SNCF qu'une prétendue majorité sondagière condamne ... tout en reconnaissant ne pas en connaître les raisons...

...au contraire de [FO, qui soutient les cheminots en grève](#).

Et pour cause ! l'objectif qu'ils combattent est le même que celui contre lequel nous luttons au quotidien : la poursuite de la privatisation du service public.

Pour autant on ne peut pas reprocher aux sondés de ne pas connaître la cause du conflit puisque la presse ne se fait écho que de son succès ... pas de ses raisons !

Même la Ministre assurant la tutelle du secrétariat aux Transports pourtant prompte à s'exprimer sur de nombreux sujets relevant du champ de son ministère - le nôtre - est aux abonnées absentes.

C'est si vrai qu'elle n'a toujours pas daigné rencontrer les organisations repré-sen-ta-tives des personnels de son ministère deux mois et demi après son arrivée ; son cabinet vient même d'annuler la rencontre qui devait avoir lieu lundi prochain dans le cadre de l'action engagée à VNF (et nous en profitons pour apporter notre soutien sans réserve à la mobilisation militante de cet après-midi, à l'occasion de la réunion du conseil d'administration de l'établissement public).

Et il n'y a pas qu'à VNF que les personnels sont mobilisés, mais aussi au Cerema.

Et dans le secteur des transports, il n'y a pas qu'à la SNCF – mais aussi dans les DIR – que les personnels expriment leur hostilité à cette même libéralisation tous azimuts.

Et en matière de privatisation il n'y a pas que le secteur des transports qui est dans l'œil de cette libéralisation galopante mais aussi l'ADS et l'ATESAT.

Et en matière de sécurité, il n'y a pas que nos camarades délégués et inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière dont le Syndicat FO a déposé aujourd'hui un [appel à la grève](#), même nos représentants au comité ministériel d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail en sont à devoir user du [droit d'alerte](#) pour que le dialogue social soit autre chose qu'un exercice purement formel !

Alors, à défaut d'avoir l'oreille d'une ministre par ailleurs muette, et comme l'ordre du jour « light » de cette réunion du comité technique ministériel le permet, nous saisissons l'occasion qui nous est donnée de vous remettre les [2352 pétitions](#) que nous avons recueillies ces derniers jours.

Après nous être félicités qu'ait ainsi été préservé le cycle de mobilité du 1^{er} janvier 2015, ce sont autant de voix qui s'expriment déjà pour peser dans le débat que vous nous avez annoncé hier que vous l'ouvriez prochainement.

Nous vous demandons de prendre le temps de leur assurer que votre administration résistera aux "interministériales-incompatibilités" de la réduction à deux du nombre de cycles de mobilités pour un ministère qui a inventé, il y a sept ans maintenant, le mouvement perpétuel.

Et qui a décidé de l'accélérer dans le cadre de la réforme de l'ADS, de la disparition de l'ATESAT et d'autres transferts annoncés.

Sauf à ce que nous devons en conclure que ce funeste projet répondrait à une commande que la Ministre de l'écologie aurait chuchotée...

Je vous remercie.